



Une occasion

à saisir

MARK MALLOCH BROWN parle de l'adhésion croissante des gouvernements et des entreprises aux efforts de lutte contre les changements climatiques et décrit l'intégration de la question aux activités principales dans tout le système des Nations Unies

A de nombreux égards, l'utilisation de combustibles carbonés comme base de la production est, du point de vue du climat mondial, un choix hasardeux comportant des risques importants, mais difficiles à quantifier pour l'économie, l'environnement et la santé des êtres humains. Cela fait maintenant plusieurs décennies que les sommités scientifiques du monde entier sonnent l'alarme, avertissant qu'à moins d'une réforme étendue des politiques dans les années qui viennent, nous devons nous préparer à un avenir truffé de dangers.

Bien que, d'après les projections, les conséquences de certains faits avérés ne soient pas encore claires, il est vraisemblable que même les modifications climatiques minimales prédites pour le XXI^{ème} siècle seront non négligeables et donneront lieu à des perturbations importantes. Pour ne citer que l'un des nombreux exemples extrêmement préoccupants dont on

dispose, les niveaux des mers se sont déjà élevés de 10 à 20 centimètres par rapport aux moyennes d'avant l'ère industrielle.

En l'absence de mesures concertées, qui devraient être prises d'urgence, les cinq grandes tendances suivantes semblent inévitables :

1. Des tempêtes et des inondations de plus en plus fortes s'abattront sur les zones côtières du monde entier et provoqueront le déplacement de millions de personnes.

2. L'infiltration d'eau salée due à l'élévation des niveaux des mers aura un impact sur la qualité de l'eau douce et sur sa disponibilité, aggravant ainsi la crise de plus en plus aiguë à laquelle le monde est confronté dans ce domaine.

3. Le réchauffement du climat modifiera les forêts, les zones humides et les terrains de parcours, causant des dommages importants et irréversibles à l'écosystème de la planète : environ 25 % des mammifères et 12 % des

oiseaux pourraient disparaître d'ici quelques dizaines d'années.

4. En raison de la pratique de l'agriculture itinérante et de l'avancée progressive des déserts, de nombreuses zones deviendront impropres à la culture ou au pâturage.

5. Les conditions climatiques plus chaudes et plus humides peuvent accélérer la propagation de formes inconnues des maladies infectieuses telles que le paludisme et la fièvre jaune.

De lourdes conséquences

Chacun de ces scénarios a des conséquences désastreuses pour la planète. Mais alors que les scientifiques semblent de plus en plus unanimes à dire qu'on se rapproche de la cote d'alarme, une minorité puissante de sceptiques en réfute obstinément l'idée, la conséquence étant l'actuelle difficulté à se mettre d'accord sur des stratégies efficaces et à les appliquer. Un tel retard devrait préoccuper tous les pays, mais il est particulièrement inquiétant pour les pays en développement qui restent extrêmement vulnérables aux effets des changements climatiques.

Les populations pauvres se trouvent déjà au premier rang des victimes du manque de ressources, de la pollution, des catastrophes et de la dégradation. Leurs moyens de subsistance et leur sécurité alimentaire dépendent directement de l'agriculture, de la foresterie et de la pêche. Ce sont leurs économies qui souffriront le plus des sécheresses, inondations et tempêtes plus fréquentes apportées par les changements climatiques. De fait, ▶

ces derniers risquent fort d'ériger de nouveaux obstacles devant la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement.

Les politiques en matière de changements climatiques exigent une grande détermination au plan économique, compte tenu notamment de deux problèmes d'ordre mondial qui sont étroitement liés, à savoir la sécurité énergétique et la stabilité économique dans un contexte de hausse des prix du pétrole. Des solutions créatives s'appuyant sur des recherches solides sont indispensables pour relever ce défi majeur, de même qu'un partage des connaissances et une participation des gouvernements et des peuples à tous les niveaux.

Le communiqué publié par les membres du G8 l'année dernière à Gleneagles – ainsi que les mesures qu'ils ont prises et les déclarations qu'ils ont faites depuis – montre bien que les principaux acteurs ne mettent plus en doute la réalité du problème. Ils comprennent également la nécessité d'adopter des démarches faisant ou non appel au jeu de l'offre et de la demande et de trouver un équilibre entre mesures politiques publiques et solutions technologiques. Bien sûr, les Etats ne font pas tous preuve du même engagement à relever le défi et n'ont pas tous les mêmes opinions concernant les mesures à prendre. Mais leur acceptation globale et commune de l'existence du problème offre une nouvelle occasion de le résoudre collectivement.

pour faciliter la réduction des émissions de gaz à effet de serre dans les pays en développement, n'a pas encore tenu toutes ses promesses pour ce qui est d'aider les pays développés à atteindre leurs objectifs et de conduire à des changements appréciables des schémas de production et de consommation des pays en développement. Néanmoins, le marché mondial du carbone, y compris le Mécanisme pour un développement propre et l'échange de droits d'émission, vaut actuellement 11 milliards de dollars et ce chiffre devrait, selon les prévisions, augmenter de façon substantielle.

Ce marché est le reflet d'une caractéristique remarquable du processus climatique : la participation croissante du secteur privé et l'intérêt manifesté



Mark Edwards/Still Pictures

Nous devons réduire les émissions de gaz à effet de serre, donc modifier notre mode de vie et nos économies, notamment en utilisant l'énergie et les autres ressources plus efficacement

Nous devons au minimum poursuivre une double stratégie consistant, d'une part, à réduire les émissions de gaz à effet de serre et, donc, à modifier notre actuel mode de vie et de conduite des affaires - notamment par une utilisation plus efficace de l'énergie et des autres ressources, ainsi que par le développement technologique et par une plus grande sensibilisation du public – et, d'autre part, nous s'adapter aux changements climatiques inévitables causés par la quantité massive de rejets qui s'est accumulée jusqu'ici.

Malgré les sceptiques, l'idée qu'il faut trouver des solutions à la crise du climat est en train de gagner du terrain.

Même avant l'apparition de cette dynamique politique, de réels progrès se faisaient. La Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, élément central des efforts déployés à l'échelon mondial pour limiter et stabiliser les concentrations de gaz à effet de serre dans l'atmosphère, a fait l'objet d'une adhésion presque universelle. Et avec l'entrée en vigueur du Protocole de Kyoto à la Convention, une nouvelle ère de lutte contre les changements climatiques a commencé. Les 155 Parties à ce Protocole ont convenu de ramener les émissions de gaz à effet de serre des pays développés à des niveaux inférieurs de 5,2 % à ceux de 1990. Le Protocole a créé trois mécanismes novateurs et peu coûteux fondés sur les échanges pour aider les pays développés à respecter leurs engagements : le Mécanisme pour un développement propre, la mise en œuvre conjointe et l'échange international de droits d'émission.

Le Mécanisme pour un développement propre, le seul instrument de ce genre dont on dispose actuellement

par de nouveaux secteurs commerciaux. Alors que certaines mesures sont dictées par la réglementation, les entreprises – qu'elles opèrent dans des Etats Parties ou non Parties au Protocole de Kyoto – se rendent de plus en plus compte que le commerce de quotas d'émission de carbone peut se révéler tout à fait lucratif. Cette tendance a reçu une nouvelle impulsion avec le lancement, en 2005, du système d'échange de droits d'émission de l'Union européenne : ses données empiriques sur les coûts réels de la réduction des émissions de carbone constituent une amélioration importante par rapport aux estimations académiques ou gouvernementales antérieures.

Les énergies renouvelables

Le développement de tels systèmes renforce l'idée que les investissements privés et le changement de comportement des entreprises seront au moins aussi importants pour la lutte contre les changements climatiques que les mesures directes prises par les pouvoirs publics. L'ampleur de la tâche qui nous ►

attend est telle que ni les gouvernements ni les milieux d'affaires ne peuvent espérer y arriver seuls. C'est la raison pour laquelle il faut à la fois une forte volonté politique et des efforts soutenus de la part du secteur privé si on veut trouver des solutions aux changements climatiques.

Le secteur privé s'est déjà engagé comme jamais auparavant, et pas seulement dans le cadre des mécanismes d'échange du Protocole de Kyoto. Les dirigeants de société saisissent de plus en plus le potentiel des énergies renouvelables, des véhicules hybrides, de l'innovation technique et des technologies vertes. Les secteurs de la finance et de l'assurance s'intéressent de plus en plus aux changements climatiques en tant que risque commercial et exercent des pressions sur les gouvernements pour qu'ils fassent preuve de plus de détermination.

Les tentatives récentes visant à introduire des critères environnementaux dans les principales mesures de performance des sociétés sont particulièrement prometteuses. Au début de cette année, des investisseurs institutionnels du monde entier comptant, au total, 2 000 milliards de dollars d'actifs ont signé les Principes de l'investissement responsable établis sous le parrainage du Pacte mondial du Secrétaire général des Nations Unies et du partenariat UNEP Finance Initiative entre le secteur financier et le PNUE. Il s'agit là d'un grand pas en avant dans les efforts visant à "mettre un prix" sur la gestion responsable de l'environnement – ou son absence – en dirigeant les moyens de financement et les investissements vers les entreprises qui font preuve de civisme, en particulier celles qui prennent des mesures significatives de lutte contre les changements climatiques.

La croissance économique

En dépit de ces progrès bienvenus, les changements climatiques ont tendance à être perçus comme un problème essentiellement environnemental bien qu'ils aient des répercussions profondes sur la croissance économique, le progrès social et presque tous les autres aspects du bien-être humain. Pour avancer dans la lutte contre ces changements, il faut que nous fassions tomber ces barrières et que les secteurs publics concernés et la société civile s'associent pleinement à nos efforts. De fait, une compréhension plus holistique des conséquences peut aider à consolider la volonté politique et l'engagement public nécessaires pour trouver des solutions. Il faut une approche intégrée, conforme aux préceptes du développement durable, qui ancre le sujet au cœur d'un programme plus vaste.

Cette intégration est déjà en voie

de réalisation aux Nations Unies où une prise en compte des changements climatiques dans les principales activités – depuis les processus normatifs intergouvernementaux de la Convention sur les changements climatiques jusqu'aux activités opérationnelles des fonds, des programmes, des agences et des commissions régionales – est en train de se faire à l'échelle du système.

Nos stratégies de secours en cas de catastrophes tiennent compte de l'impact des changements climatiques. Le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) – une initiative mise en place par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le PNUE et la Banque mondiale – a toujours accordé davantage de ressources aux projets axés sur l'atténuation des impacts et l'adaptation. De même, le PNUE collabore plus largement avec le PNUD en vue d'une meilleure intégration des problèmes environnementaux dans la planification du développement. Il est maintenant en train d'étudier la possibilité de rendre l'Organisation des Nations Unies elle-même neutre au plan des émissions de carbone.

L'action mondiale

Les réunions sur les changements climatiques qui se sont tenues l'année dernière à Montréal ont abouti à des avancées importantes. On s'y est mis d'accord sur deux méthodes très prometteuses d'intensification des futures actions menées au niveau mondial. La première fait appel à des discussions entre les Parties au Protocole en vue de la définition d'objectifs contraignants à réaliser par les pays industrialisés après 2012. La deuxième consiste en un dialogue entre toutes les Parties à la Convention pour examiner un éventail plus large d'initiatives de coopération à long terme. La Conférence sur les changements climatiques qui doit se tenir à Nairobi est bien placée pour faire progresser les choses sur ces deux fronts et être un facteur d'évolution aux plans aussi bien politique que pratique.

Une bonne partie des progrès immédiats qui peuvent être faits dans le domaine des émissions de gaz à effet de serre sont liés à une utilisation plus efficace des combustibles fossiles. Celle-ci permet à l'industrie, qui compte pour plus de 40 % des émissions totales d'oxyde de carbone, d'avoir plus d'électricité, de transporter plus de marchandises, et de produire davantage avec moins de charbon, de pétrole ou d'essence. Tout le monde y gagnerait : plus de bénéfices, moins de pollution, moins de réchauffement de la planète. Les économies réalisées permettront au système climatique mondial

de gagner du temps pendant que les technologies énergétiques alternatives – qui, actuellement, ne contribuent que moins de 2 % aux approvisionnements mondiaux – sont mises au point et rendues plus rentables.

Certains gouvernements ont déjà tenté de réduire les émissions de gaz à effet de serre en utilisant un mélange de mesures comprenant des subventions, des incitations, des programmes volontaires, des règlements et des amendes. Plusieurs se sont attaqués directement au problème en imposant des "taxes" sur l'utilisation de carbone. D'autres ont établi des "marchés du carbone" où il est possible d'acheter et de vendre des unités d'énergie. Ces arrangements anticipent sur les dispositions qui s'appliqueront au-delà du Protocole de Kyoto.

Une urgence croissante

La lutte contre les changements climatiques exigera un effort soutenu tout au long de ce siècle. Les pratiques non durables sont profondément ancrées dans la vie moderne. Cependant, comme on l'a vu à Gleneagles, puis à Montréal, il semble qu'il y ait enfin un début d'accord sur la réalité du problème et davantage d'empressement à trouver des solutions. La Conférence sur les changements climatiques qui doit avoir lieu à Nairobi constitue une occasion magnifique de tirer parti de cette entente et de prendre des mesures plus agressives pour traiter le problème. Il nous faudra tous – particuliers, entreprises privées et décideurs – faire en sorte que cette résolution affermie se traduise en progrès réel sur le champ de bataille ■

Mark Malloch Brown est Secrétaire général adjoint de l'Organisation des Nations Unies



Jorgen Schytte/Still Pictures